

# les Cahiers d'histoire

Cahier n° 78 - Octobre 2014 - 25<sup>ème</sup> année

Prix 5 €

**70 ans de la  
Libération**



*Déclenchement de la grève insurrectionnelle en août 1944, à l'usine Genève d'Ivry*

Illus. 2 • Les raisins de la colère - Images et mouvements du siècle - Chronique sociale  
Institut CGT d'Histoire Sociale • Éditions France Progrès



**institut cgt  
d'histoire sociale  
de haute-savoie**

BP 55 - 29 rue de la Crête  
74963 Cran-Gevrier  
04 50 67 92 09

**[www.ihs74.fr](http://www.ihs74.fr)**

## SOMMAIRE 70 ans de la Libération

- Edito
- Guy ANCEY
- Visage de la guerre, impérialisme et nationalisme
- Désertion : lâcheté ou loyauté ?
- Fusillés pour l'exemple
- La Grande Guerre, temps et forme du refus
- Les grèves de 1917 - 1918
- La Grande Guerre et notre bibliothèque
- Nouveautés de la Bibliothèque



Jean-Paul Dunoyer  
Secrétaire de l'IHS 74

## 1914 ... 1944 ... 2014

### **2 guerres, 2 anniversaires ... une leçon pour l'Homme et un modèle pour la société : le CNR !**

L'année conjugue les anniversaires des deux conflits mondiaux. Si dans notre précédent cahier nous avons abordé la «Grande Guerre», nous vous disions de consacrer le thème principal de ce cahier aux conflits de 39/45. Comme vous le savez l'année 1944 a été celle de la libération de la quasi-totalité de notre pays. Hélas beaucoup d'hommes allaient encore mourir soit dans les combats, soit dans les camps de concentration.

C'est pour ne pas oublier que nous avons rencontré des résistants ayant vécu ces moments difficiles, qui ont donné leur témoignage. Ceux-ci sont d'autant plus précieux car aujourd'hui il se dit pas mal de contre vérité sur cette époque. Pour servir plus tard, nous avons réalisé un support audio-visuel.

Une idée forte est apparue lors de ces entretiens : malgré ce qu'ils ont vécu, ils gardent une confiance intacte dans l'HOMME. C'est une leçon d'espoir qui nous a été donnée et que nous avons le devoir de transmettre.

Nous avons donc abordé le thème de la Résistance qui dans notre département a eu un caractère exceptionnel : il ne faut pas oublier que notre département s'est libéré seul sans apport de forces extérieures, ceci grâce aux maquis AS et FTP, chacun ayant pris sa part compte tenu de ses forces respectives.

Un deuxième aspect qu'il nous semblait indispensable de rappeler est le programme du CNR. Né dans la clandestinité, porté par des hommes et des femmes qui ne voulaient plus vivre à genoux, ce programme a été la charpente de toutes les lois sociales qui nous ont accompagnés depuis près de 70 ans. Dès les années 1950 il a été attaqué, soit de front, soit insidieusement. Le MEDEF en 2008, par la bouche de Denis Kesler a ni plus ni moins dit qu'il fallait «*défaire méthodiquement le programme du CNR*». Toutes les attaques que nous subissons actuellement (salaires, protection sociale, retraite, fiscalité etc.) ne sont que la déclinaison des propos du MEDEF.

Si nos aînés, dans des conditions plus que difficiles, ont été capables d'élaborer et de mettre en place un tel programme, il est de notre devoir de non seulement conserver les avancées, mais encore de les amplifier en tenant compte des progrès d'aujourd'hui.

• DUNOYER Jean Paul

# *Le Conseil National de la Résistance*

## *Luttes - libération - transformations*

*Le 27 mai 1943, au terme d'un long processus politico-militaire, la réunion à Paris autour de Jean Moulin, Robert Chambeiron, Pierre Meunier, de dix neuf représentants de tendances politiques, syndicales et de courants de pensée différents, officialise la création du «Conseil de la Résistance» qui, quelques semaines plus tard deviendra «national». il est nécessaire de mettre en lumière les conditions de cet acte historique pour en saisir la portée ; il va modifier notablement le cours de l'histoire de la 2<sup>e</sup> Guerre mondiale, ses conséquences en Europe, ainsi que l'avenir de la France et des français.*

### **Les premières constructions des résistances**

Après la défaite de mai-juin 1940, le désarroi des Français, le ralliement à Pétain de l'ensemble des forces politiques françaises, sauf De Gaulle d'une part et le Parti Communiste français d'autre part, les résistances vont progressivement se développer dans la clandestinité et sous la menace de la répression, sous des formes de nature différentes : le renseignement avec le BCRA et l'encadrement militaire pour les forces gaullistes, l'action politique et la lutte armée pour les communistes sur le territoire national, l'action revendicative avec la CGT, dans l'esprit du grand mouvement antifasciste né avant la guerre avec le Front Populaire.

Il convient de noter que chacune de ces forces se constitue lentement après le coup porté aux forces populaires, militairement et politiquement. Le Parti communiste remet progressivement en place ses structures ; il se trouve placé dans la clandestinité depuis septembre 1939, le 15 mai 1941 est créé autour de lui le «Front national de lutte pour la libération de la France» ; à l'automne 1940, il a mis en place l'organisation spéciale pour la protection armée, qui devient, au printemps 1942, les Francs tireurs et partisans ; cette action politico-militaire va avoir une influence décisive sur l'orientation de la résistance intérieure, sur les positions de «la France combattante» et sur De Gaulle ( les nouvelles instructions, 21 février 1943).



Jean Moulin

Illus. Cahier His. Soc. n°127

### **La classe ouvrière à la pointe du combat**

Cette évolution s'effectue en lien constant avec la situation morale de la population soumise à rude épreuve. Aux conditions matérielles de la vie quotidienne, rendue de plus en plus difficile avec les restrictions, la misère, s'ajoute le climat politique avec les mouvements de pression du régime

.../...

vichyssois, l'idéologie ultraréactionnaire, collaborationniste, raciste.

La résistance s'appuie sur ses propres moyens de propagande pour dénoncer, pour appeler à lutter.

Pour sa part, la CGT, avec la classe ouvrière, appelle à l'organisation des luttes, contre les conditions de travail inhumaines, pour les salaires, avec l'appui des journaux clandestins, avec la Vie Ouvrière. Manifestations en plein Paris (août 1940), grèves dans les entreprises, augmentations des salaires arrachées.

En 1941, en avril, c'est la lutte dans une usine d'Issy –Les-Moulineaux ; en mai-juin, pendant deux semaines, c'est la grande grève des mineurs du Nord et du Pas-de-Calais, à laquelle participent plus de 100 000 mineurs.

La lutte syndicale se développe sur un second plan, contre la Charte du travail que Vichy veut imposer aux syndicats ; il s'agissait d'une attaque frontale contre la classe ouvrière française, son esprit et sa conscience de classe. Ce fut une lutte acharnée, dangereuse pour les militants, de très haut niveau et dont l'enjeu était fondamental. Une action multiforme, dès 1940, qui se développe pendant le premier semestre de l'année 1941. La défaite n'a pas abattu la classe ouvrière ni ses organisations ; elle est au cœur et à la tête de tous les combats.

L'évolution de la situation militaire en Europe fera peu à peu revivre l'espoir : de la résistance anglaise à l'entrée en guerre de l'Union Soviétique (22 juin 1941), malgré le pacte germano-soviétique (1939) à la défaite allemande à Stalingrad (novembre 1942-février 1943) au débarquement anglo-américain en Afrique du Nord, la guerre est devenue une immense lutte des peuples contre la barbarie nazie.

Sans attendre la création du second front en France, la Résistance a pu agir.

### Deux conceptions stratégiques et une déviation inacceptable

Des conceptions radicalement opposées ont compliqué la formation de la Résistance française,

- d'une part, celle qui prônait l'objectif de libération de la France par les forces armées



Les Membres du Conseil Français Libération Nationale, Juin 1943 à Alger, pas très «chauds» pour la création du CNR

Illus. Cahier His. Soc. n°128

extérieures, les Alliés avec la résistance intérieure comme force supplétive (c'est notamment le concept de Churchill),

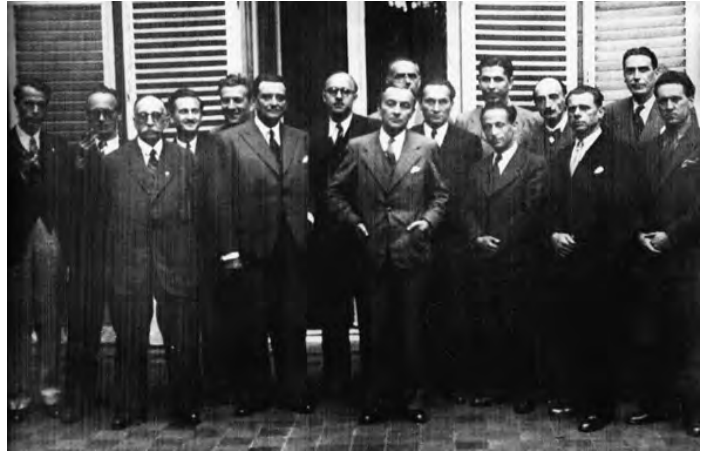
- d'autre part, l'objectif de la constitution d'une force armée populaire sur le sol national en vue d'une lutte armée immédiate et de la libération de la France par le peuple français lui-même, en conjonction avec l'ensemble des nations antinazies (c'est la position du Parti communiste français).

Le général De Gaulle exprime lui-même cette deuxième position en déclarant en avril 1942, que «*la libération nationale est inséparable de l'insurrection nationale*».

A ces problèmes stratégiques fondamentaux se superposent, ou s'entrecroisent, les objectifs de certaines forces intérieures opposées à la fois à la libération de la France par elle-même, aux forces populaires politiques et syndicales et à De Gaulle. La personne du général Henri Giraud, installé à Alger, concrétise cette position ; il est l'auxiliaire des Américains dans leur action qui vise, au-delà de la victoire antihitlérienne, à subordonner la France à l'empire des Etats-Unis en Europe occidentale. La décision du PCF de participer à Londres, avec Fernand Grenier, au Gouvernement Provisoire constitué autour de De Gaulle, ainsi que la participation de la CGT réunifiée (depuis le 17 avril 1943), à la constitution du Conseil National de la Résistance, ont été l'élément déterminant pour l'échec des visées américaines, en permettant à De Gaulle d'asseoir son autorité de président des futurs gouvernements de la France libérée.

### Le cheminement de l'union dans la lutte

Ce long chemin qui a mené à l'unité de la Résistance puis à l'élaboration de son programme a dû contourner des épreuves redoutables : en premier lieu, et au début, les deux conceptions opposées, concernant les objectifs des gaullistes et des communistes. Ensuite, l'opposition de divers mouvements créés au fil des années (Libération, Combat, le M.U.R...) à la participation des partis existants avant la défaite et encore la coupure de la France en deux zones jusqu'au 11 novembre 1942, la Résistance en zone nord refusant de s'intégrer à un mouvement national sous l'autorité de De Gaulle ; mais aussi les difficultés nées des réticences de certains groupes armés à accepter la primauté de l'autorité politique.



Les Membres du CNR

Le Conseil de la Résistance enfin constitué, réunit l'ensemble des mouvements (malgré quelques difficultés qui vont subsister pendant quelques mois). Il est formé des divers courants politiques, gaullistes, communistes, socialistes, radicaux, démocrates-chrétiens, certains courants de droite ; la CGT joue un rôle important dans cette dynamique et va peser de tout son poids dans le développement de l'action et par le contenu du programme ; la CFTC participe elle aussi au mouvement.

L'action du Conseil National de la Résistance ouvre une période nouvelle, à la fois pour la lutte armée et la préparation de l'insurrection nationale, ainsi que par le programme qui donnera des structures nouvelles à la politique économique, sociale, démocratique de la France, en ouvrant la voie de son indépendance nationale, de la reconstruction et du développement économique et social, démocratique. Les structures originales dont se dote la France vont permettre son développement (nationalisations, services publics, sécurité sociale, comités d'entreprises...) dans un élan populaire et des luttes multiformes.

Mais la suite est une autre histoire !

La situation actuelle, en rupture avec les avancées de la Libération, appelle des luttes sans précédent pour la transformation radicale du système capitaliste lui-même.

• Roland Farré

**NOUS VOULONS**

Que tout ce qui appartient à la Nation Française revienne en sa possession.

Que le Peuple Français soit seul maître chez lui.

Que toutes nos libertés intérieures nous soient rendues.

Que tout ce qui porte atteinte aux droits, aux intérêts, à l'honneur de la Nation soit châtié et aboli.

Que l'idéal séculaire de Liberté-Egalité-Fraternité soit mis en pratique.

Que cette guerre ait pour conséquence une organisation du monde établissant la solidarité et l'aide mutuelle des nations.

Qu'une fois l'ennemi chassé du territoire, tous les hommes et toutes les femmes de chez nous élisent l'Assemblée Nationale qui décidera souverainement des destinées du pays.

Extraits d'une déclaration du Général de Gaulle et des mouvements de résistance parus dans les journaux clandestins :

Combat  
Franc-tireur  
Libération  
La Voix du Nord

(juin-juillet 1942)

Les Mouvements de Résistance.

Imp. La Voix du Nord - Mai-Juin 1942

#### Références :

- Cahiers de l'Institut d'Histoire CGT - septembre 2013
- Cahiers de l'Institut d'Histoire Mines-Energie
- André Tollet : La classe ouvrière dans la Résistance
- Fernand Grenier, Jacques Duclos : les relations De Gaulle, PCF 1943.

# Retour sur un passé récent : le programme du Conseil National de la Résistance

2014 connaît une multitude de commémorations de tous genres en Haute-Savoie : Débarquement en Normandie, en Provence, Résistance avec les diverses actions, en particulier aux Glières, la libération de la Haute-Savoie, la fin de la deuxième guerre mondiale. Autant de grands événements marquants auxquels nous sommes attachés, auxquels nous participons, pour rétablir quelques vérités.

Nous avons à donner notre avis, dans le contenu et les oublis.

Un rappel confirmé par des déclarations trop peu évoquées, comme par François Mauriac : «seule dans sa masse, la classe ouvrière est restée fidèle à la France profonde», ou encore De Gaulle déclarant «des hommes imaginant que la France libérée retrouvera la même figure politique, sociale, morale avant 1940 commettraient une complète erreur».

.../...

## COMPOSITION DU CONSEIL NATIONAL DE LA RÉSISTANCE

Huit grands mouvements de Résistance composent le CNR : deux syndicats (CGT, CFTC) et six partis de la III<sup>e</sup> République. Il a connu trois présidents : Jean Moulin (27 mai–21 juin 1943), Georges Bidault (septembre 1943), Louis Saillant (15 septembre 1944), un secrétaire général : Pierre Meunier et un secrétaire général adjoint : Robert Chambeiron.

Organisations	Au 27 mai 1943	À la Libération	Observations
Front national	Pierre Villon	Pierre Villon	
Ceux de la Libération	Pierre Coquoin	André Mutter	André Mutter remplace Pierre Coquoin (dit Lenormand), abattu par les nazis en décembre 1943.
Ceux de la Résistance	Jacques Lecompte-Boinet	Jacques Lecompte-Boinet	
Libération Nord	Charles Laurent	Henri Ribière	Henri Ribière remplace Charles Laurent, parti à l'Assemblée consultative d'Alger
Libération Sud	Pascal Copeau	Emmanuel d'Astier de la Vigerie	Pascal Copeau est suppléé par Pierre Hervé. Désigné par son mouvement, d'Astier de la Vigerie est appelé à Alger à l'Assemblée consultative, puis au gouvernement. Redevient titulaire à la Libération.
Organisation civile et militaire	Jacques-Henri Simon	Maxime Blocq-Masquart	Blocq-Masquart remplace Simon, déporté.
Combat	Claude Bourdet	Marc Degliame	Degliame remplace Bourdet, arrêté le 25 mars 1944, puis déporté.
Franc-Tireur	Eugène Claudius-Petit	Jean-Pierre Lévy remplacé par Antoine Avinin (FT+MLN)	
CGT	Louis Saillant	Benoît Frachon	
CFTC	Gaston Tessier	Gaston Tessier	
PCF	André Mercier	Auguste Gillot	Gillot remplace Mercier, parti à l'Assemblée consultative d'Alger.
SFIO	André Le Troquer	Daniel Mayer	Mayer remplace Le Troquer, parti à l'Assemblée consultative d'Alger.
Radicaux	Marc Rucart	Paul Bastid	
Démocrates-chrétiens	Georges Bidault	André Colin	
Alliance démocratique (droite modérée et laïque)	Joseph Laniel	Joseph Laniel	
Fédération républicaine (droite conservatrice et catholique)	Jacques Debû-Bridel	Jacques Debû-Bridel	

De nombreuses falsifications, oublis nécessitent des éclaircissements. Comment passer sous silence des événements qui ont marqué la place de la classe ouvrière dans cette période ? Un rappel est fait dans ce cahier.

Malgré la dissolution des organisations syndicales CGT, CFDT, la Vie Ouvrière clandestine reparait en janvier 1940, 223 numéros paraîtront.

En Haute-Savoie rappelons des actions engagées par les salariés boulanger, fromager, hôtelier, ameublement, confection, bâtiment, imprimerie et Plateau d'Assy. Les interventions auprès du préfet de ceux de la bijouterie, Aussedat, SRO.

Sans oublier par ailleurs de rappeler les fusillés de Châteaubriant, tous secrétaires de la CGT. Rappelons aussi la réunification de la CGT et CGTU en avril 1943.

De nombreuses plaques illustrent que la classe ouvrière, syndiquée ou non, n'a pas été épargnée : à la gare d'Annemasse, à la poste d'Annecy, à l'ancienne usine du Giffre ... et combien d'autres dans le département.

Un oubli essentiel : Aujourd'hui l'histoire rattrape l'actualité, l'oubli ou l'omission sont des armes redoutables y compris en 2014.

Le 27 mars 1943 se constituait en pleins conflits le Conseil National de la Résistance.

Louis Saillant secrétaire de la CGT était élu président, reconnaissance de la place prise par le syndicat dans le combat contre l'invasisseur.



Louis Saillant

Illus. Cahier His. Soc. n°128

Cette commémoration peut servir de réflexion. Que contenait-il, qui connaît son contenu aujourd'hui ?

Peut-il inspirer notre action ? Les mesures de ce programme peuvent elles contribuer au redressement de l'économie aujourd'hui ?

Cet article a pour but d'alimenter cette réflexion.

• Jean Le Pessot

N° 179

18 Décembre 1943

# la Vie Ouvrière

DIJON, 7 patriotes dont une femme et parmi eux des cheminots sont condamnés à mort par les boches.  
LA RIPOSTE DES CHEMINOTS DIJONNAIS. — Ils font savoir aux assassins que si les patriotes sont exécutés, ils riposteront immédiatement par la grève.

## UN APPEL DE LA CONFÉDÉRATION GÉNÉRALE DU TRAVAIL

Le Bureau illégal de la C. G. T. adresse à la classe ouvrière et au peuple de France l'appel que nous publions ci-dessous. Cet appel à l'organisation, à l'unité pour le combat sera entendu par tous les travailleurs qui auront à cœur d'en suivre les directives.

**TRAVAILLEURS DE FRANCE**  
VOUS AVEZ ENCORE À GAGNER LA BATAILLE POUR VOS SALAIRES ET DES CONDITIONS DE VIE MOINS INHUMANES. Pour cela, vous aurez à entrer catégoriquement dans l'action. Attendre, c'est vous affaiblir, c'est ruiner votre famille et placer les vôtres dans une situation plus intolérable encore. Les moyens d'obtenir satisfaction sont entre vos mains et dans votre volonté. La grève reste l'arme ultime à employer pour imposer votre dû. Associez à votre action tous ceux qui, dans la population, comprennent que l'occupant et le gouvernement de Vichy jouent la comédie à vos frais pour ajourner ou repousser vos augmentations légitimes. Revendiquer un salaire

meilleur est un devoir national. C'est sauvegarder les familles françaises. La cessation collective de travail à ce moment-là devient une action sociale et patriotique devant être soutenue par tous ceux qui pensent à la pérennité de la race française et à la sauvegarde de sa population ouvrière. **TRAVAILLEURS, TRAVAILLEUSES, GÉNÉRALISEZ L'ACTION POUR VOS SALAIRES.**

En janvier 1944, la réquisition de la main-d'œuvre pour l'envoi en Allemagne peut prendre de grandes proportions. La C. G. T. vous alerte dès aujourd'hui. De toutes vos forces soutenez les *réfractaires* qui sont à la pointe du combat patriotique. *Résistez à la déportation par tous les moyens*

individuels possibles, par toutes les actions collectives concertées dans vos usines et ateliers dans vos villes et villages.

DÈS LES PREMIERS JOURS DE 1944, PRENEZ VOTRE CARTE SYNDICALE, UNISSEZ-VOUS, organisez-vous dans vos syndicats pour obtenir la liberté syndicale, la liberté de conscience, d'opinion et de parole. Engagez un sabotage complet et total de la Charte du Travail de Vichy, muselière fasciste que l'on veut passer à la classe ouvrière française. Contre la cotisation syndicale obligatoire prélevée par le patronat sur vos salaires, organisez vos pétitions, protestations sous les formes les mieux appropriées à vos situations professionnelles et aux

circonstances.

Soyez les partisans du syndicalisme libre en étant les résistants au syndicalisme obligatoire voulu par Vichy.

Dans un vaste mouvement de renaissance syndicale s'élèvera en 1944, l'œuvre de grande solidarité sociale et ouvrière. L'épuration nécessaire au sein du mouvement syndical français sera également votre œuvre.

**SOLIDARITÉ AVEC LES VICTIMES DE LA GUERRE.** Les familles de prisonniers et victimes des bombardements doivent être assurées de votre appui, vous devez les conduire à la lutte contre l'oppresseur et l'occupant qui, par sa présence en France, maintient l'état de guerre et mutilé les familles françaises.

**SOLIDARITÉ AUX VICTIMES DE LA RÉPRESSION ET À LEURS FAMILLES.**

**SOLIDARITÉ AVEC LES VICTIMES DE LA DÉPORTATION.** Ceux des nôtres qui, contraints et forcés, sont actuellement en Allemagne, doivent connaître votre soutien agissant. Travailleurs actuellement déportés, nous continuerons et renforcerons l'appui matériel donné à vos familles. Nous multiplierons les contacts avec vous. *Sabotez de l'intérieur la machine de guerre allemande et participez à l'effondrement du nazisme en Allemagne même.*

L'année 1944 sera l'année du grand redressement de la Nation française. La C. G. T. qui appartient au Conseil National de la

# La Vie Ouvrière

25 Septembre 1943

N° 164

( L'Armée Rouge remporte d'éclatants succès. Les travailleurs de France s'en ré- )  
 ( jouissent ouvertement, mais que font-ils pour participer à la lutte commune ? )  
 ( C'est la question que chacun doit se poser et y répondre en accentuant le sabo- )  
 ( tage, les destructions, en participant à la lutte des francs-tireurs, Cheminots )  
 ( le communiqué n° 39 des F.T.P. signale 15 déraillements, 27 Locomotives détruites, )  
 ( 14 endommagées, 240 wagons détruits dont 14 citernes d'essence et 80 endommagées. )  
 ( Vous devez participer plus activement à la désorganisation des transports de )  
 ( l'ennemi. Aidez les francs-tireurs à accomplir leur tâche, donnez-leur tous ren- )  
 ( seignements utiles, guidez-les aux endroits décisifs. )

## LA RECONSTRUCTION DE L'UNITÉ SYNDICALE

Après les métallos, les mineurs constituent leur bureau confédéral

Voilà quelques semaines, nous annonçons la reconstitution du bureau illégal de la Fédération des métaux et nous donnions quelques extraits de l'appel lancé aux métallurgistes en faveur de l'action.

Aujourd'hui, nous pouvons annoncer la constitution du bureau illégal de la Fédération du sous-sol.

Le 17 Septembre, les représentants qualifiés des divers centres miniers de France se sont réunis en conseil national illégal. Ils ont pris d'importantes décisions contenues dans des textes dont nous citerons les passages essentiels :

"Les représentants des centres miniers de France... ont estimé qu'il était de leur devoir de refaire l'unité syndicale telle qu'elle existait avant les événements de 1939, à l'exception des traîtres qui se sont exclus de la communauté syndicale et nationale". La direction illégale de la Fédération ainsi reconstituée stigmatise comme il convient les traîtres ayant noms: Berton, Bard, Kirchs, Panissol, Legay; Priem... dont l'attitude au moment où notre pays est pillé par les occupants avec le concours des gouvernements de Vichy, constitue une ignoble trahison envers les mineurs et la France.

Puis, dans un appel adressé à tous les mineurs, la direction fédérale les convie à s'organiser et à lutter: pour que des mesures de sécurité plus grandes soient prises dans les mines et que des pouvoirs plus étendus soient donnés aux délégués mineurs.

Soulignons en passant que depuis octobre 1939, bon nombre de délégués élus ont été destitués, les boches en ont fusillé pas mal dans le Nord et le Pas-de-Calais et que, souvent, ces délégués mineurs ont été remplacés par des créatures des Compagnies. L'élection des délégués mineurs est ardemment désirée par tous les travailleurs du sous-sol. N. de la R.

Pour une augmentation de salaires de 30 frs par jour, contre les 54 heures de travail par semaine, pour des suppléments au ravitaillement

## FUCHEU CONDAMNÉ A MORT PAR LA RÉSISTANCE

Au 1er Avril 1942, près de 400.000 Français avaient été emprisonnés et voués aux misères physiques, près de 30.000 patriotes avaient été fusillés et guillotins par l'Allemand et ses complices de Vichy.

Un de ces complices les plus notoires, Pierre Fucheu, est aux gins de la justice française en Afrique du Nord.

Le Comité Central des mouvements de la Résistance, expression des militants de la résistance dont les rangs ont été durement touchés par l'action criminelle de Fucheu, déclare :

Pierre Fucheu, ancien ministre de l'Intérieur de Vichy, pourvoyeur des prisons et des fusillades, reconnu coupable de complicité d'assassinat, est condamné à mort par le peuple français.

Paris le 1er septembre 1943.

Le 22 Octobre, il y aura deux ans que les héros de Chateaubriant tombaient sous les balles des boches. Fucheu en avait établi la liste avec une joie sadique, il avait désigné aux bourreaux les hommes les plus honnêtes, les plus estimés dans les milieux populaires. Il avait aussi désigné le petit Maquet. Un fait illustre bien dans quel esprit agissait ce bandit. Un de ses proches collaborateurs se rendant dans un restaurant où l'on ne connaissait pas les restrictions, après avoir participé à la triste besogne, déclarait joyeusement: Nous venons de désigner les têtes de pipe.

Le 22 Octobre, toute la France célébrera la mémoire des martyrs de Chateaubriant. Les travailleurs parisiens, en particulier, organiseront des manifestations dans les entreprises. Ils accroîtront le sabotage car l'honneur de tels morts ne peut se faire qu'en frappant leurs bourreaux.

Fucheu est aux mains de la justice française en Afrique du Nord, la sentence du Comité Central de la Résistance montre que le peuple de France désire que cette justice soit rapide et implacable. Au 2ème anniversaire de Chateaubriant, le misérable doit avoir expié ses crimes.



### CONDENSÉ DU CONTENU DU PROGRAMME DU CNR

Le texte du programme comprend, en première partie, un appel au développement de l'action armée et, en deuxième partie, un programme politique. C'est cette seconde partie qui devient à la libération, le texte de référence, sous le nom de «Programme du CNR».

La première partie du programme d'action, si elle apparaît aujourd'hui marquée par les circonstances de la période et les tâches insurrectionnelles, a fait l'objet d'un dur affrontement entre les socialistes et les communistes, les premiers préconisant une simple coordination avec le débarquement allié, le deuxième poussant au renforcement de la lutte armée et à la préparation d'un déclenchement autonome de l'insurrection.

On retrouve là les grands clivages qui ont traversé la période de l'Occupation à propos de la stratégie militaro-politique de la Résistance et de la libération du territoire. En définitive le libellé du texte est le suivant :

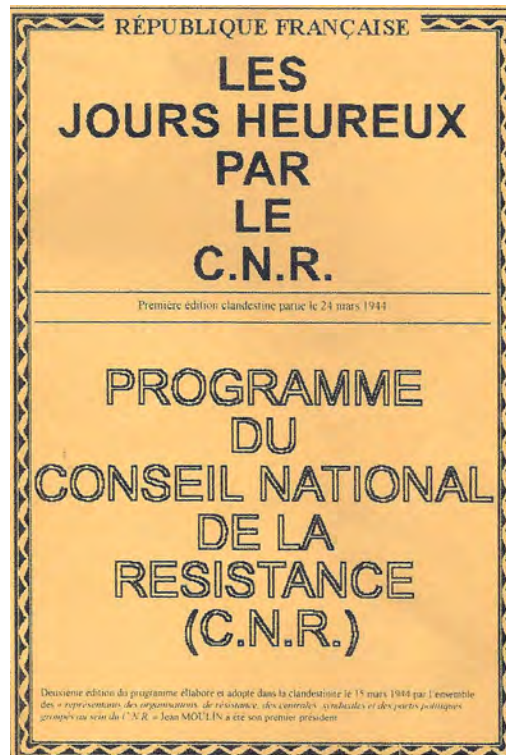
*«C'est par l'intensification de la lutte menée par les forces armées, par les organisations constituées par masses, que pourra être réalisée l'union véritable de toutes les forces patriotiques par la réalisation de la Libération nationale inséparable, comme l'a dit le général De Gaulle, de l'insurrection nationale qui sera dirigée par le CNR sous l'autorité du CFLN.»* Une partie importante du texte est ensuite consacrée à la création des Comités départementaux de la Libération (CDL). Le rôle de ces comités se distingue de celui des Forces françaises de l'intérieur (FFI), dont les attributions sont également définies.

Dans la seconde partie, «Mesures à appliquer dès la libération du territoire», il est d'abord prévu de «veiller au châtement de traites et l'éviction, dans le domaine de l'administration et de la vie professionnelle, de tous ceux qui auront pactisé avec

*l'ennemi ou qui se seront associés activement à la politique des gouvernements de collaboration»* et d'instaurer la confiscation des biens et traites et des trafiquants de marché noir. Viennent ensuite des mesures politiques –comme le rétablissement de la démocratie, du suffrage universel et de la liberté de la presse – et des mesures économiques, caractérisées par *«l'instauration d'une véritable démocratie économique et sociale, impliquant l'éviction des grandes féodalités économiques et financières de la direction de l'économie»*. Il s'agit là de ce qu'on appellera généralement les nationalisations et qui est exprimé dans le texte comme *«Le retour à la nation des grands moyens de production monopolisée fruits du travail commun, des sources d'énergie, des richesses du sous-sol, des compagnies d'assurances et des grandes banques.»*

Suivent enfin les mesures sociales, et notamment un rajustement important des salaires, le rétablissement d'un syndicalisme indépendant et des délégués d'atelier et *«un plan complet de Sécurité sociale visant à assurer à tous les citoyens des moyens d'existence, dans tous les cas où ils sont incapables de se le procurer par le travail, avec gestion appartenant aux représentants des intéressés et de l'Etat»*.

On observera que deux questions sont ignorées par le programme du CNR : la reconnaissance du droit de vote féminin et le droit à l'indépendance des peuples colonisés. Il faut voir dans ces deux «insuffisances» progressistes les résidus de la force encore assez importante des radicaux, arc-boutés sur une vision de la femme tenue idéologiquement dans les griffes réactionnaires de l'église et, s'agissant des peuples colonisés, d'une vision «républicaine» paternaliste persistante à leur égard.



# Le CNR : d'Hier à Aujourd'hui

*Qu'en est-il, aujourd'hui, des grandes lignes tracées par le CNR, en 1945, à la libération du pays ?*

*Pour cela analysons 3 points particuliers de ce programme figurant au chapitre 2 du programme du CNR.*

## Chapitre 2 - Paragraphe 4 :

**Mesures à appliquer afin d'assurer la liberté de la presse, son honneur et son indépendance à l'égard de l'État, des puissances d'argent et des influences étrangères**

Cette mesure est bien d'actualité quand on voit en 2014 l'attitude de la trop grande majorité des médias, TV, radios ou journaux, publics et privés, aux mains de grands groupes privés ou aux ordres du gouvernement, qui pendant des semaines, voire des mois, n'ont cessé d'ouvrir complaisamment leurs colonnes aux représentants du FN, pendant que ceux dits par eux «de la gauche de la gauche», c'est-à-dire de gauche sans être au PS, étaient quasiment interdits d'antennes !

Ainsi, M. Pujadas, star du JT de 20 h sur la 2, présentait les résultats des élections en Grèce, dont le peuple est martyrisé depuis des années au nom d'une dette dont il n'est pas responsable, en insistant sur l'avancée du parti fasciste Aube Dorée, et en omettant totalement d'indiquer que Siriza, l'équivalent du Parti de Gauche, était arrivé en tête avec près de 28% des voix !

Un autre exemple Le Mardi 3 juin, les retraités de la France entière se rassemblaient à Paris à l'appel de la CGT et de 7 autres organisations. De toutes les régions, ils étaient venus revendiquer pour les revenus, leurs conditions de vie et contre le mépris des gouvernants.

Au-delà de la querelle des chiffres, ce sont près de 25 000 qui avaient fait ce déplacement. Et si la police annonce 7000 manifestants, nous avons



la preuve du mensonge, ne serait-ce que par le décompte des 10 000 voyageant dans les autocars affrétés, auxquels s'ajoutaient ceux des TGV et aussi les participants de la Région Parisienne.

La question n'est même plus là, car le silence assourdissant des médias publics et privés et la quasi-totalité de la presse écrite (sauf l'Humanité) apporte la certitude d'une manipulation d'Etat.

Nous avons la preuve, s'il en était encore besoin, que les «anciens» comme «on» les nomme ne trouvent plus aucun respect aux yeux du gouvernement et des médias à sa solde. Il est vrai que la pêche aux voix vient d'être fermée avec le bilan que l'on connaît.

.../...

## Chapitre 2 - Paragraphe 5 :

### Mesures à appliquer fin de promouvoir les réformes indispensables :

#### **a) Sur le plan économique : - le retour à la nation des grands moyens de production monopolisée, fruits du travail commun, des sources d'énergie, des richesses du sous-sol, des compagnies d'assurances et des grandes banques ;**

Petit à petit depuis 1945 Les privatisations en France se sont accélérées à partir de 1986 sous le gouvernement de cohabitation dirigé par Jacques Chirac. Certaines de ces privatisations concernaient des sociétés fraîchement nationalisées, comme Paribas ou Saint-Gobain, à la suite de l'arrivée de la gauche au pouvoir en 1981.

Le dernier projet gouvernemental concernant la transition écologique veut faire passer à la concurrence les concessions hydrauliques (du domaine d'EDF) au travers de Sociétés d'Économies Mixtes, malgré l'opposition et les alertes de toutes les organisations syndicales du secteur de l'énergie. En l'état, ce projet s'avère être la privatisation pure et simple de la production hydroélectrique nationale.

#### **Mais l'un des plus gros scandales concerne la privatisation des autoroutes**

Complicité idéologique entre gouvernants et patrons du BTP ? Plutôt vraisemblable sinon comment expliquer que 7000 kilomètres d'autoroutes françaises, dont la plupart étaient largement amortis, aient été concédés, en 2005, à trois multinationales du béton et du transport (Vinci, Eiffage et la société espagnole Abertis) pour la somme vraiment modique de 14,8 milliards d'euros? Soit, pour l'État, un manque à gagner, estimé par la Cour des comptes, de 10 milliards d'euros !

Cette privatisation des autoroutes initiée, en 2002, par le gouvernement Chirac-Jospin, bouclée en 2005-2006 par Chirac-Villepin avait suscité, parmi les parlementaires, nombre d'oppositions à gauche, et quelques réticences à droite. Mais le Ministre des Finances de l'époque, Thierry Breton, s'était montré rassurant : «*Ne craignez rien (sic) car c'est l'État qui contrôlera et qui fixera les tarifs* (des péages). » Dans un rapport publié par la Cour des

comptes, celle-ci juge, au contraire, que l'État n'a, depuis, jamais fait le poids : «*La négociation des avenants aux contrats de concession et le suivi par le concédant (le ministère des Transports) se caractérisent par un déséquilibre au bénéfice des sociétés autoroutières.* »

Créée dans les années 1950 pour construire une autoroute dans le massif de l'Estérel et désenclaver ainsi la Côte d'Azur, la société Escota est aujourd'hui une filiale de Vinci qui gère le réseau entre Aix-en-Provence et Menton. Mais pour des millions de gens, le réseau Escota est devenu un passage quasi obligé, vers le soleil pour les vacanciers, vers le boulot pour les locaux et les routiers.



253 millions de passages ont été comptabilisés, en 2011, aux barrières de péages Escota! Hors abonnement, il faut aujourd'hui déboursier 20,80 euros de péages pour se rendre en voiture d'Aix à Menton.

Selon le quotidien Nice-Matin, le tarif sur ce parcours aurait, en vingt ans, subi une augmentation de 60 %!

Ainsi la société Escota a réalisé, en 2011, un bénéfice net de 185 millions d'euros, pour un chiffre d'affaires de 650 millions d'euros.

Au total ce sont 2 milliards d'euros de bénéfices net qu'ont enregistrés, pour la seule année 2011, les trois sociétés autoroutières qui affichent un taux de rentabilité de l'ordre de 8 %, supérieur à celui de l'industrie.

Où sont allés ces colossaux bénéfices? En fin de compte, le principal gagnant est bel et bien

.../...

l'actionnaire tandis que, ainsi que le note la Cour des comptes, «*le taux de satisfaction des usagers a fortement chuté, notamment sur le réseau Escota*».

Selon le président du groupe Front de gauche à l'Assemblée nationale, André Chassaigne, la moitié des bénéfices de Vinci est reversée sous forme de dividendes. On estime que bon an, mal an, depuis le début de la privatisation, les actionnaires des sociétés autoroutières se partagent un milliard d'euros. De tous bords politiques et de toutes régions des voix s'élèvent pour demander une «renationalisation» des autoroutes en France.

Pour les plus militants, le prix de rachat pourrait être celui de 2005 diminué des bénéfices net réalisés par le privé depuis sept ans.

**Chapitre 2 - Paragraphe 5 : Mesures à appliquer fin de promouvoir les réformes indispensables :**

**b) Sur le plan social :- la sécurité de l'emploi, la réglementation des conditions d'embauchage et de licenciement, le rétablissement des délégués d'atelier ;**

sous-prétexte d'une désindustrialisation expliquée par un manque de compétitivité le MEDEF essaie de faire voler en éclat les éléments : sécurité de l'emploi et déréglementation des conditions d'embauche en accusant le coût du travail.

Une étude de l'IRES (Institut de Recherche Economique et Social) vient démontrer la fausse raison invoquée à ces problèmes à savoir : le coût du travail.

En effet les coûts salariaux unitaires (CSU) dans l'industrie sont pratiquement identiques en France et en Allemagne et le problème de l'industrie française relève davantage d'un défaut de gamme (exemple du secteur automobile où les allemands fabriquent des modèles plus sophistiqués visant ainsi un secteur où la concurrence est moins forte).

Un autre élément de coût, selon le patronat, porte sur le haut degré de pression fiscale. Or les entreprises françaises ne sont pas défavorisées, dès lors que l'on se fonde sur le taux effectif d'imposition, et non pas sur le le taux légal affiché (abattements pour les amortissements des investissements).

La France est désormais une des nations de l'UE dont la part de l'industrie manufacturière dans le PIB est la plus faible (10,3% en 2010).

Par contraste, le secteur financier représentait en France 34,1 % du PIB en 2010 contre 30,7 % en 2000 ce qui en fait l'une des économies les plus «financiarisées» des pays développés juste derrière les US et avant les britanniques.

En 2012, les 100 premières entreprises réalisent 39% des exportations totales de la France. L'écart entre quelques grands groupes (environ 200) et le reste du tissu industriel s'est creusé au cours des dernières années, conduisant à un «*dualisme du système productif*». Par ailleurs un rapport parlementaire consacré à la R&D critiquait le comportement des grands groupes qui consiste à reporter sur leurs sous-traitants les coûts et risques de R&D (Recherche et Développement).

Au total, le poids de ces grandes entreprises dans l'économie nationale est devenu tellement massif qu'il justifierait la demande d'un audit sur la contribution effective des grandes entreprises à l'activité économique en termes d'emploi, d'investissement, de contribution au solde du commerce extérieur et même en termes de recherche (dépenses de R&D et brevets déposés) et leur utilisation des fonds publics.

Les différences dans l'effort d'innovation, mesuré par les dépenses de R&D, sont désormais considérables.



En 2010, les entreprises allemandes y ont consacré 43,230 milliards d'euros contre 21,478 milliards pour les entreprises françaises ceci malgré le crédit d'impôt recherche (CIR) qui fait de la France le pays dont le système fiscal est le plus favorable à la R&D. Le relatif manque d'attrait des métiers de chercheurs dans les entreprises françaises, se comprend face aux métiers liés au commerce et à la finance dont les rémunérations sont généralement supérieures et le statut plus valorisant.

La crise aura permis au patronat, dans les domaines relevant de la négociation interprofessionnelle, de mettre en œuvre «sa stratégie de **négociation à coût nul** pour les employeurs» et d'ériger en paradigme le statu quo, voire la baisse des cotisations sociales donc du coût du travail. La plupart des accords de ces dernières années en témoignent : celui sur les retraites complémentaires en mars 2011, celui sur l'assurance chômage ensuite, suivi par les 4 accords sur l'emploi des jeunes entre avril et juillet 2011. Le dernier accord national interprofessionnel (ANI) sur la compétitivité des entreprises et la sécurisation de l'emploi l'illustre encore de plus belle manière. Son but pour le patronat : adapter la masse salariale aux fluctuations de l'activité économique en autorisant les employeurs à flexibiliser encore davantage les effectifs, la durée du travail et les salaires.



En l'espèce, **il s'agit là d'une redistribution radicale des risques, traditionnellement assumés par les actionnaires en économie de marché**, et qui sont désormais transférés aux salariés.

Pour en terminer, au vu de la situation actuelle sur les plans économiques et social, on voit bien l'écart creusé entre d'une part les mesures découlant du CNR et le travail de sape réalisé par le MEDEF et les grands groupes financiers pour détricoter ce programme et s'approprier les moyens de communication.

Une courroie de transmission bien utile que les médias, pour faire apparaître les retraités comme des nantis et montrer du doigt le manque de compétitivité dû au coût du travail et indirectement à une sécurisation trop grande des conditions d'embauche.

On peut bien dire que le programme du CNR a été bafoué.

• Patrick HERRY



# Paroles de *Résistant*

*Dans le cadre du 70<sup>ème</sup> anniversaire de la libération de notre département nous avons jugé utile de rencontrer quelques résistants. Ce n'est pas chose facile, leur nombre s'amenuisant.*

*Ces rencontres ont été réalisées surtout dans le but de transmettre aux générations futures pourquoi ils ont lutté. Pour étoffer ces témoignages nous les avons filmés et enregistrés : ces supports audiovisuels seront consultables à l'I.H.S. de la Haute-Savoie et afin de ne pas perdre de trace les enregistrements seront retranscrits sur papier.*

*Nous avons essayé de garder le même canevas à savoir le récit des faits mais aussi l'analyse que ces personnes font, avec le recul, de leur histoire dans le contexte de la situation sociale de 2014.*

## **Walter BASSAN**



Avant de parler du parcours de Walter je voudrais exprimer pour nos lecteurs les différents sentiments qui m'ont marqué lors de notre rencontre.

D'abord un grand moment «d'humanité» dans son sens le plus noble.

A aucun moment n'est apparu quelque sentiment de haine ou de vengeance pour qui que ce soit. M'est revenu à l'esprit un vers du poème d'Aragon, l'Affiche Rouge «*je meurs sans haine en moi pour le peuple allemand*». Walter croit en l'homme, même après ce qu'il a vécu, et tout cela est plus qu'enrichissant. J'y rajouterai un accueil et une bienveillance des plus chaleureux de sa compagne Bernadette et de lui-même.

Ensuite, une analyse claire, lucide, sans concession des événements de l'époque, et de ceux qui ont suivi. La même qualité d'analyse de la période actuelle m'a aussi «accroché» avec des commentaires pondérés, parfois caustiques, sur tout ce qui se dit ou s'écrit par des personnes qui n'ont, pour la quasi-totalité, pas connu ces douloureuses périodes.

Enfin, je tiens à préciser que le texte qui va suivre est dans sa quasi-totalité tiré de notre rencontre et du livre de Walter «**une vie de résistances**». Je n'ai volontairement repris que ce qui m'a le plus marqué sachant que l'intégralité de notre rencontre est consultable sur notre support vidéo. Celle-ci a été réalisée avec le concours de J.C. Bibloque, Joseph Daniel et moi-même membres de l'I.H.S. C.G.T. de Haute-Savoie.

Walter Bassan est né en Vénétie (province du Nord-Est de l'Italie) en 1926. Sa famille, antifasciste se voit contrainte par le pouvoir de Mussolini à s'expatrier ; d'abord son père, puis, en 1930 la totalité de celle-ci. Ils arrivent en France où le père a trouvé du travail au moulin de Juvigny près d'Annemasse. Walter a, à l'époque, trois ans. Pensant que le régime mussolinien allait durer longtemps, les antifascistes italiens émigrés en France mettaient un point d'honneur à ce que leurs enfants parlent français. C'est pour cette raison que Walter, à son grand regret, ne parle pas italien. Son enfance se passe sans problème.



En 1939, la famille part à Annecy où le père a retrouvé du travail suite à la fermeture du moulin de Juvigny, fermeture consécutive à la baisse d'activité due à la guerre. Elle pose ses valises dans le quartier de la Prairie (près du cimetière de Loverchy). A propos de ces quartiers, essentiellement populaires à l'époque, Walter souligne qu'aucun de ses habitants ne s'est fourvoyé dans les mouvements pétainistes mais que beaucoup sont entrés dans la résistance.

1939 c'est le début de la guerre. Cette période est appelée «drôle de guerre» car il y a peu de combats (escarmouches des Corps Francs devant la ligne Maginot).

L'armée française, comme le disait la presse de l'époque, était considérée comme la meilleure du monde. C'est donc avec stupéfaction qu'intervient la débâcle de juin 1940 avec ses 1 800 000 prisonniers. Walter précise à ce moment-là, qu'en 1936, lors de l'arrivée du Front Populaire une partie de la droite française disait «*mieux vaut Hitler que le Front Populaire*», et il rajoute pour expliquer cette défaite qu'il devait y avoir beaucoup de généraux qui partageaient cette position. L'appel du Général De Gaulle n'a pas été entendu mais par contre mention de cet appel est faite dans la presse (Le Petit Dauphinois). La France est en partie occupée. La Haute-Savoie reste en zone libre jusqu'en novembre 1942 où elle est occupée d'abord par les italiens, puis par les allemands.

En septembre 1943, Walter intègre la compagnie FTP-93-27 et adhère aux cercles des jeunes communistes. Dans l'attente de prendre le maquis, sa compagnie a pour mission toutes les opérations clandestines sur Annecy et ses proches environs : distribution de tracts et de journaux, transport d'armes ou de matériel, convoyage de réfugiés et des personnes recherchées, destruction ou tags des affiches collaborationnistes ou de l'occupant.

Tout ceci se fait en jouant «au chat et à la souris», même si ce n'est pas un jeu, avec les protagonistes



du service d'ordre de Vichy : Gendarmerie, Police, GMR et Milice. Dans ses souvenirs, Walter se rappelle que, connaissant parfaitement le vieil Annecy, il leur était facile de «semer» les policiers ou autres GMR. C'était plus difficile avec la Milice qui était composée d'annéciens qui connaissaient aussi tous les passages. A cette époque l'éclairage public ne fonctionnait pas et tout se passait dans la nuit noire.

Au niveau de l'anecdote il se rappelle avoir transporté un fusil *Lebel* d'Annecy à Seynod ; vu la grandeur de l'objet, cette mission n'a pas été une sinécure.

Toutes ces actions, il les a faites avec bien sûr un peu de peur au ventre, mais aussi avec l'insouciance de la jeunesse à qui rien ne peut arriver.

Le 23 mars 1944... lui et ses 24 compagnons qui composaient son groupe sont arrêtés par la Milice. Ils sont internés à «l'Intendance», bâtiment administratif adjacent à la caserne de Galbert. Pendant 8 jours ils sont interrogés par la Milice. Les interrogatoires se passaient de la façon suivante : sortis individuellement de leur cellule, ils étaient «mis à poil», allongés sur une table et questionnés. Si les réponses ne satisfaisaient pas les miliciens, ceux-ci les frappaient à coup de matraque sur le dos, les bras, les reins, les fesses, la tête. Cet interrogatoire durait environ une heure, puis ils étaient ramenés dans leur lieu de détention. Ceci a duré 8 jours. Au bout d'un mois tous les prisonniers «politiques» sont transférés à la prison Saint-Paul à Lyon. Cette prison renfermait aussi bien des droits communs que des résistants qui étaient alors appelés des terroristes.

Le 26 mai 1944 a lieu un bombardement de l'armée de l'air américaine sur les nœuds de communications ferroviaires, ceci afin de paralyser les transports de troupes allemandes en vue du débarquement. A Lyon, ces bombardements visant les dépôts de la Mouche et de Lyon Vaise ne sont pas très précis (environ 700 morts civils). Il reste dans la mémoire des lyonnais sous le nom de bombardement du boulevard Berthelot. A cette occasion les prisonniers de la prison Saint-Paul, qui, rappelons-le, se trouve juste derrière la gare de Lyon Perrache, se révoltent et prennent le contrôle de la prison. Maîtres à l'intérieur, ils ne peuvent toutefois pas sortir mais ont des contacts avec l'extérieur.

C'est durant cette période que les arrêtés d'Annecy vont savoir comment ils ont été dénoncés. En effet, interpellés par la Milice en même temps, mais sur des lieux différents, ils se posaient la question de comment celle-ci avait été renseignée. C'est là qu'ils apprennent qu'un des leurs les avait vendus soit par peur ou pour toucher une prime. Ce dénonciateur avait été arrêté comme les autres (peut-être pour ne pas lui payer la dite prime) et il se trouvait à Saint-Paul avec les autres. En apprenant cela certains des emprisonnés l'ont sévèrement molesté et il se retrouvera à l'infirmerie.

Quand les SS le 29 juin 1944 se rendent maîtres de la prison, ils déportent les 700 prisonniers politiques qu'elle contenait. Ils n'emmènent pas les personnes qui sont à l'infirmerie, et le traître reste à Lyon. A la libération de la ville celui-ci, sachant qu'il ne peut retourner à Annecy, s'engage dans l'armée de Delattre. Il trouvera la mort dans les combats de l'hiver 1944 en Alsace. En relatant tout cela il n'y avait aucune haine de la part de Walter, mais une profonde tristesse à l'égard de ses compagnons qui, arrêtés suite à cette dénonciation, ne sont pas revenus.

Walter et ses compagnons sont donc emmenés en train en Allemagne. A ce moment-là ils ne savent pas très bien ce qui les attend, ignorant la nature des camps. Ils arrivent à Dachau le 2 juillet 1944 et là, ils sont tout de suite renseignés par l'intermédiaire d'un interprète. Les SS leurs expliquent : vous êtes entrés par-là, en désignant la porte du camp, et vous en sortirez par-là en montrant la cheminée du crématoire. Ils font la connaissance d'un système élaboré, qui, à travers la sous-alimentation, les coups, le travail forcé, le manque de sommeil, le harcèlement moral, n'a qu'une seule issue, la mort.

A ce propos on a beaucoup parlé de la Conférence de Wannsee du 20 janvier 1942 où les dignitaires nazis ont arrêté les dispositions de la «solution finale» (la Shoah) envers les populations juives, mais on parle moins des dispositions prises au printemps 1942 vis-à-vis des opposants au régime

.../...



nazi (dont les résistants de tous pays), dispositions qui allaient dans le même sens : la suppression physique des individus. Il faut se rappeler que toutes ces mesures ont conduit à la mort de 7 millions de personnes soit l'équivalent de près de 90% de la population suisse actuelle.

Nous n'avons, au cours de cet entretien, pas ou peu abordé dans les détails de la vie dans les camps, ainsi que la libération de Walter, celui-ci l'ayant largement expliqué dans son livre.

Questionné sur sa motivation à entrer dans la Résistance, Walter a mis en avant son désir de faire partir l'occupant. A l'époque celui-ci s'appuyait sur sa culture familiale pour qui la liberté est un bien précieux. De ce passage dans l'enfer, Walter est devenu un citoyen conscient qui pose un œil critique sur l'évolution de la société. Mais il a appris aussi que, dans le monde, il n'y a qu'une seule race, c'est la race humaine et que celle-ci mérite qu'on la défende.

Le retour à la vie «normale» se fait à la fin du printemps 1945. Pesant alors 35 kgs, il doit à ses parents d'être remis sur pied. Des 25 arrêtés en mars 1944, il n'en reviendra que 9, 15 ayant perdu la vie dans les camps. Parmi eux, le frère de Walter, Serge, âgé de 20 ans. Walter pense que s'il fait partie des rescapés, c'est d'abord grâce à la chance de n'avoir pas reçu de coups mettant en péril des fonctions vitales et aussi à son caractère «tête de bois» qui lui a permis de traverser moralement cette période.

Le reste du parcours de Walter n'est pas à négliger. En août 1945 il reprend ses activités chez Zuccolo (fabrique de bracelets de montres à Annecy). En parallèle il assiste, pour de multiples démarches administratives (mairie, préfecture etc...) les veuves et les familles de déportés. Cette assistance le rend souvent absent de son travail. Mis en demeure par son employeur de cesser son activité d'assistance (il ne faut pas confondre altruisme et bénéfices), Walter quitte



l'entreprise pour se consacrer à cette défense en y intercalant différents petits boulots «alimentaires».

En janvier 1947 naît la Sécurité Sociale, Walter y entre le 7 février pour 6 mois, temps nécessaire à la création matérielle de cet organisme. Fin 1947 il est appelé à faire son service militaire.

A son retour, en mars 1948, il est repris à la Sécurité Sociale et y restera... 37 ans. Dès cette époque il devient délégué du personnel et secrétaire du syndicat CGT. De cette période où tout était à construire dans cet organisme, Walter se souvient des combats pour intégrer dans les faits les modalités du statut du personnel, écrites mais peu



Dix jours après la libération du Kommando de Kempten, en attente de rapatriement. Je suis au centre avec les lunettes (Mai 1945).



appliquées. En 1959 il quitte la Caisse Primaire pour la Caisse Régionale. Si géographiquement son lieu de travail ne change pas, il n'a plus les mêmes interlocuteurs et de ce fait arrête ses mandats syndicaux.

Depuis son engagement en 1943 au Cercle des Jeunesses Communistes, il n'a pas cessé d'être membre de ce parti. Il faut préciser ici le sens de cet engagement à travers ce qui n'est pas une anecdote mais plutôt de «l'Histoire».

En 1965 s'est fondée sous l'égide d'Hildebert Chantreuil (organisateur communiste de la résistance au sein du camp de concentration), une amicale des déportés de Kempton-Kottern où tous les internés de ces camps, quelle que soit leur nationalité, se retrouvent une fois par an. En 1981, pour la première fois, est venu un russe. Il expliquera qu'à son retour des camps il avait été interné au goulag (de crainte de contamination capitaliste !!), et ceci jusqu'à 1963. Walter mentionne ce fait dans son livre mais n'a pas renié ses convictions pour autant. Il continue de militer pour cette philosophie car il la trouve *«humaine et généreuse tout en condamnant fermement les usages abusifs qui ont été faits en son nom»*. Pour lui, les critères de justice au sens de la société sont les seuls moteurs dignes d'être perpétués.



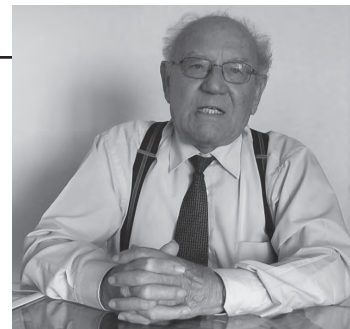
Son rôle de défenseur des veuves et familles de déportés a fait que tout naturellement Walter devienne le secrétaire départemental de l'Association des anciens déportés de Haute-Savoie. A travers cet engagement, il a entre autres popularisé le Concours National de la Résistance dans notre département.

De 13 établissements scolaires participant en 1995, c'est plus de 50 qui sont impliqués 10 ans plus tard, ceci afin de faire connaître, en parallèle des programmes scolaires, l'histoire des hommes et de la résistance en Haute-Savoie. Cet engagement continue encore aujourd'hui et à un niveau national. Depuis 2014, Walter est le président de la FNDRIP (Fédération Nationale des Déportés, Résistants Internes et Patriotes) qui compte encore plus de 10 000 adhérents aujourd'hui. Il ne cache pas que cette responsabilité acceptée est parfois un peu lourde vu la position excentrée de la Haute-Savoie qui lui impose de nombreuses heures de transport pour assister à tous les rendez-vous afférents à cette charge.

Au terme de notre entretien, et parce que, en Haute-Savoie, le sujet est récurrent, nous nous sommes entretenus sur la tragédie des Glières avec, en corollaire, les écrits de certains historiens ou de personnes impliquées de près ou de loin par ce sujet. Souvent des écrits apportent une vision «particulière» de ces événements.

Walter n'a pas participé de près ou de loin à ces événements puisqu'il a été arrêté le 23 mars 1944, trois jours avant l'assaut des forces allemandes sur le plateau. Par contre, son frère aîné Dominique, membre de la compagnie FTP «Liberté Chérie» était lui, au cœur de l'événement. Une petite digression... : quand on sait que Walter a été déporté, que son frère Serge est mort en déportation, qu'un autre de ses frères, Gino, a été membre combattant volontaire de la résistance et que son frère Dominique était aux Glières, on ne peut qu' s'incliner sur l'engagement de cette famille d'émigrés de fraîche date pour la liberté de la France.

Selon Walter, tout d'abord si aujourd'hui on parle essentiellement des Glières, il ne faut pas oublier qu'en Haute-Savoie c'est près d'une centaine de maquis qui ont vu le jour. Parmi ceux-ci, Glières a été un des seuls à être formé par des militaires, la majorité a été le fait de civils. Rappelons aussi la multitude des combats qui ont eu lieu dans notre département, en dehors des Glières, avant la libération de la Haute-Savoie du fait seul des forces de l'intérieur. La multitude de stèles ou de monuments qui jalonnent nos routes est là pour en témoigner. Le rappel de cette réalité n'a pas pour but d'opposer dans de vaines polémiques civil à militaire mais de rappeler que la résistance et la libération a été une affaire de tous et surtout du peuple. Rappelons la citation de François Mauriac «seule, dans sa masse, la classe ouvrière est restée fidèle à la patrie profanée».



En cette année du 70<sup>ème</sup> anniversaire de la libération de notre territoire, plusieurs écrits ou prises de positions contradictoires créent ou entretiennent certaines polémiques qui profitent surtout à leurs auteurs. Walter Bassan a, sur ce sujet, exprimé un souhait. **Pour relater tous ces événements, en se servant de tous les documents, sans exclusive, il serait nécessaire que ce travail soit fait collectivement, c'est-à-dire en comité. L'individualité, forcément utilisatrice de filtres personnels ne peut être qu'une mauvaise manière d'aborder ces sujets.**

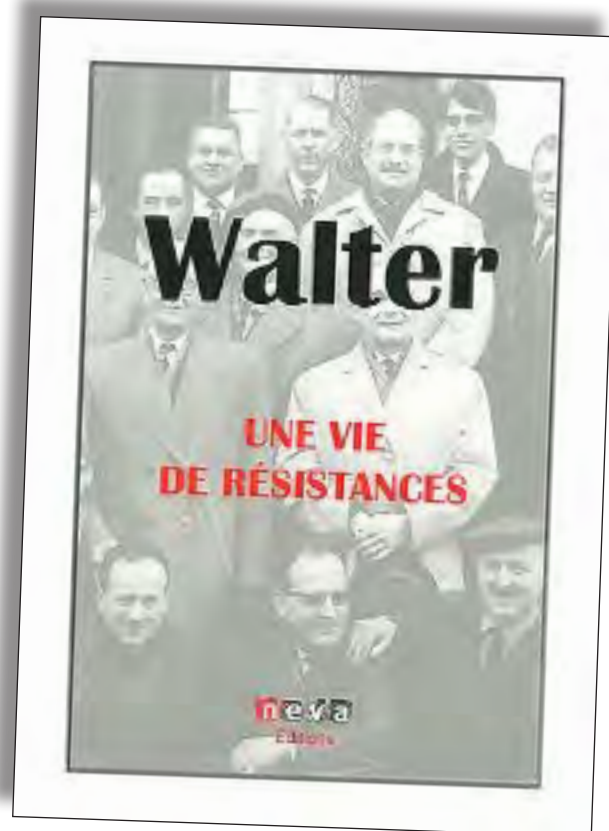
• J.P. DUNOYER

Bibliographie

Walter Bassan

Une vie de résistances

NEVA Editions



*Ouvrage à consulter dans notre Bibliothèque*

Sous cette rubrique nous allons essayer de donner mensuellement et brièvement, à travers le filtre de l'histoire, et parfois par celui de la législation ou des luttes, un éclairage nouveau et complémentaire aux problèmes actuels qui se posent à tous les militants ou syndiqués.



# Similitudes !

A l'heure où nous écrivons ces lignes, le conflit chez les Cheminots dure depuis déjà 8 jours. Nul ne peut présager de la suite des événements. Avant d'aller plus loin, rappelons-nous «celui qui lutte n'a peut-être pas gagné, celui qui ne lutte pas a déjà perdu».

Ce conflit actuel, même s'il n'est pas la répétition d'un conflit précédent, a tout de même un certain nombre de similitudes avec les actions des Cheminots d'Août 1953. Rappelons celles-ci :

Ces deux actions d'hier et d'aujourd'hui, même si cela n'est pas évident, ont pour motif la défense de l'outil ferroviaire, du statut de son personnel à travers l'évolution de l'entreprise. Les décrets-lois de 1953 ouvraient la porte aux menaces sur les salaires et les retraites ; le projet gouvernemental actuel n'a pas d'autre but que de faire payer aux Cheminots et aux usagers la dette des infrastructures en faisant pression sur leurs salaires et leurs retraites.

Autre similitude : en 1953 la CFTC et FO avaient signé «un pacte de productivité» conditionnant les augmentations de salaires à une baisse des effectifs. Il faut savoir qu'à l'époque la SNCF avait déjà perdu 100 000 emplois de 1946 à 1952. Ces mesures rappellent tristement les accords signés récemment par la CFDT, l'UNSA au nom

du «réalisme» syndical et de la crise, accords qui bradent les effectifs et l'avenir de l'entreprise.

Un autre point qui peut aussi être évoqué, est l'entrée dans le conflit de 1953 du Secteur et de la Fonction Publics, voire même du Secteur Privé avec certains syndicats de la Métallurgie. Aujourd'hui le conflit des Intermittents du Spectacle est, c'est le cas de le dire, sur le devant de la scène. Mais il ne faut pas oublier la puissante action des Retraités le 3 Juin, ni les actions en préparation le 26 Juin.

Mais le principal point de ressemblance entre les luttes de 1953 et d'aujourd'hui est la surdité des gouvernements, tant hier que maintenant, face aux revendications des Cheminots.

Pour terminer, rappelons seulement qu'en 1953, la presse et les médias d'alors avaient décrété que la grève était un échec. Il n'empêche que grâce à celle-ci, la situation politique de l'époque avait changé et que les décrets-lois seront abandonnés, avec en plus une augmentation de 15% des Salaires les plus bas à la SNCF !

Alors que la population dans sa majorité comprend et soutient l'action des Cheminots, espérons que l'issue de l'action d'aujourd'hui soit aussi bénéfique que celle de 1953.

L'IHS 74 - J.P. Dunoyer

# OTAGES !

Les mois de Juin et de Juillet (un peu moins Août puisque beaucoup tournent «au ralenti» avec les congés) auront été une nouvelle fois un déferlement de haine de quasiment tous les médias. De nombreux politiques et journalistes ont versé leur bile contre la CGT.

**SNCF, SNCM, Intermittents et bien d'autres qui luttent pour la défense du service public, de l'emploi, de leurs conditions de travail, de leurs salaires ... ont été accusés de tous les maux et surtout accusés de PRENDRE en OTAGES les usagers.**

Pourtant tous ces sinistres individus, qui pour beaucoup partent sous les cocotiers en ce mois d'Août, devraient remercier les Syndicats, la CGT en particulier, qui avaient «pris en otages» les entreprises en Mai-Juin 1936 et encore en Mai 1968.

Si aujourd'hui ils peuvent partir en vacances sans perte de salaire, se faire soigner sans se ruiner lorsqu'ils tombent malades, avoir des horaires de travail moins contraignants que les mineurs des romans de Dickens et ensuite ne plus bosser pour un patron à partir d'un certain âge, ils devraient se rappeler que tout cela n'est pas tombé gentiment et magnanimement du ciel patronal ... **mais a bien été arraché par les Travailleurs, la CGT en tête, par les luttes, par les «prises d'otages» !!!**

Qu'ils sachent enfin, que compte-tenu de la politique en cours aujourd'hui, ces dernières ne sont pas terminées, loin de là : **et la CGT sera toujours aux côtés de celles et ceux qui luttent pour l'intérêt des Travailleurs !**

L'IHS 74 - J.P. Laruse

# Notre Bibliothèque

## Les livres sur la Guerre

Fernand Grenier	<i>C'était ainsi (1940 - 1945)</i>
Michel Etievent	<i>Guy Môquet : »J'aurais voulu vivre«</i>
Collectif	<i>Pétain : apparences et réalités</i>
Claire Andrieu	<i>Programme commun de la Résistance : des idées dans la guerre</i>
Collectif	<i>Le Massacre d'Oradour-sur-Glane par les hordes hitlériennes</i>
Guy Pauchou	<i>Oradour-sur-Glane : vision d'épouvante</i>
Robert Aron	<i>Histoire de Vuchy : 1940-1944</i>
Robert Aron	<i>Histoire de l'épuration : de l'indulgence aux massacres, Novembre 1942 - Septembre 1944</i>
Jacques Delperrie de Bayac	<i>Histoire de la milice : 1918-1945</i>
Sarah Kaminsky	<i>Adolfo Kaminsky, une vie de faussaire</i>
Charles Sancet	<i>Les Femmes des P.T.T. et la seconde guerre mondiale</i>
Claire Rösler	<i>Walter : une vie de résistances</i>
Constant Paisant	<i>Combattant des Glières - J'étais franc tireur et partisan</i>



Notre  
Bibliothèque

# Les livres sur la Guerre

Œuvre ANDRÉEL  
**LE PROGRAMME COMMUN  
DE LA RÉSISTANCE**

DES LIEUX DANS LA GUERRE  
Préface de René RÉMOND

**LIBERTÉ**



Les Éditions de l'Éros

*Hitler a passé là - Tout est ruine et deuil...*

**LE MASSACRE  
D'ORADOUR  
SUR-GLANE**

PAR LES HORDES HITLÉRIENNES

25 fr.

DONT 5 fr. DESTINÉS A LA SOUSCRIPTION  
POUR L'ÉRECTION DU MONUMENT COMMEMORATIF  
DES MARTYRS D'ORADOUR-SUR-GLANE

Édité par le "FRONT NATIONAL"

Moyne

[www.delcampe.net](http://www.delcampe.net)

ROBERT ARON

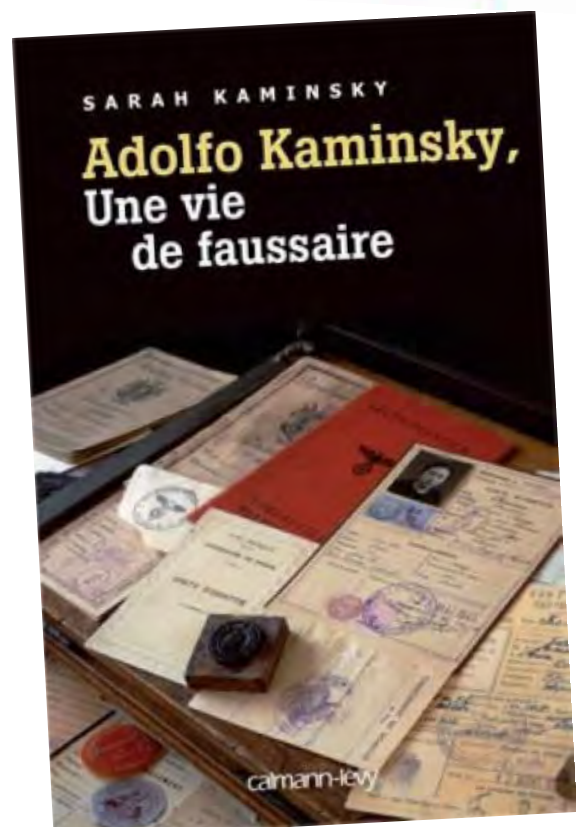
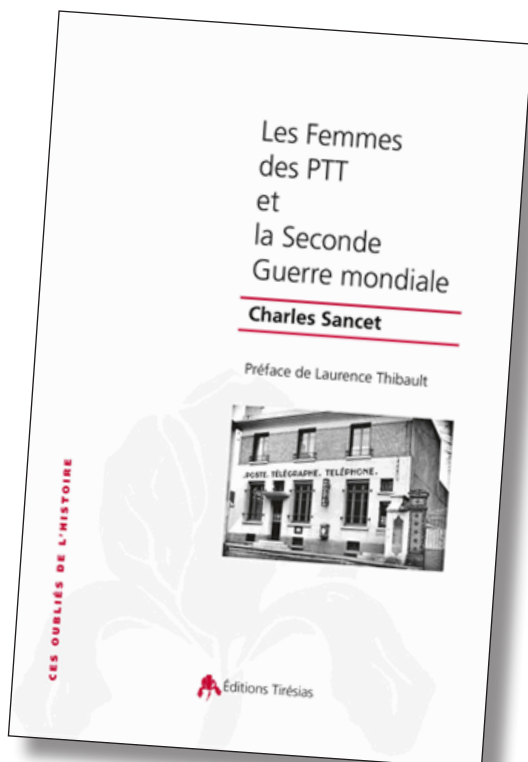
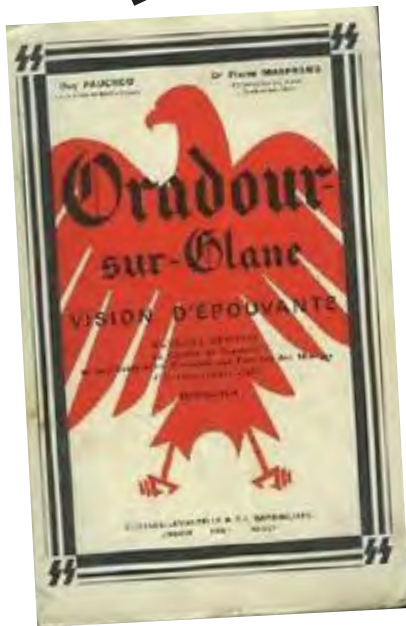
**HISTOIRE  
DE  
VICHY**

1940-1944

LES GRANDES ÉTUDES CONTEMPORAINES  
LIBRAIRIE ARTHÈME FAYARD

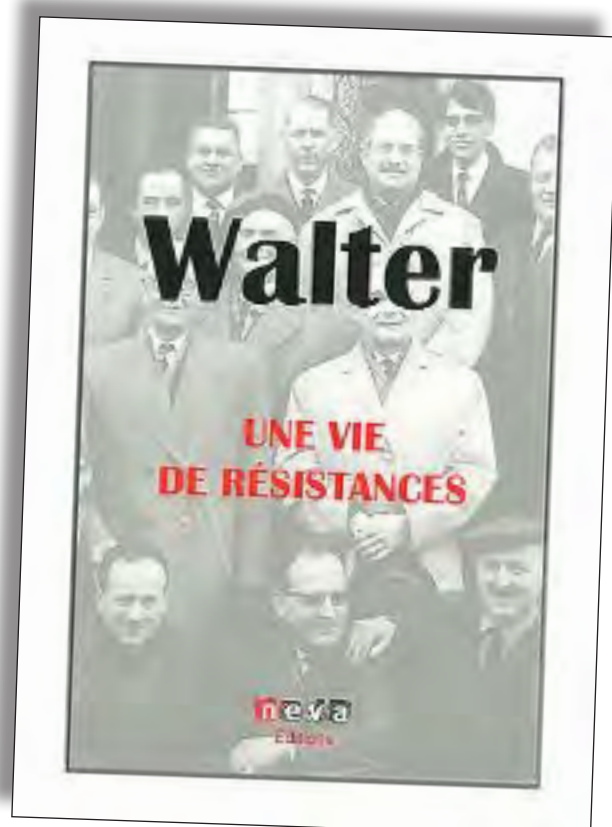
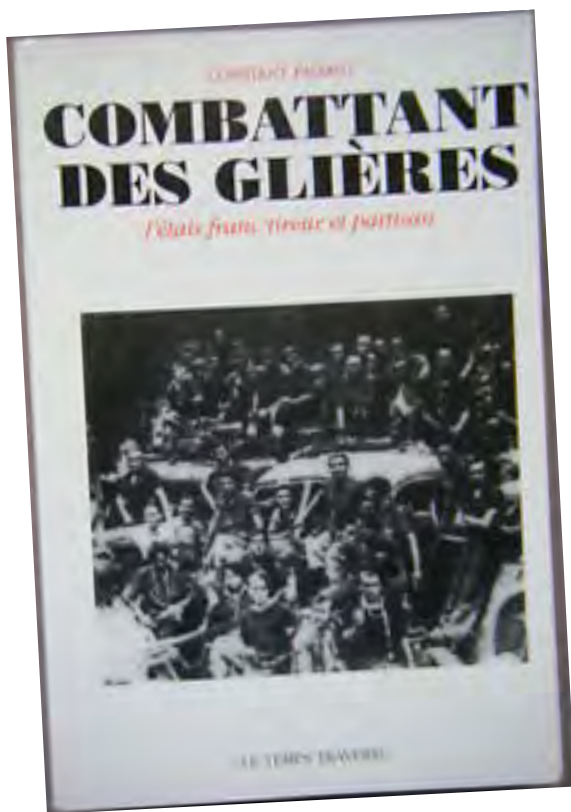
# Notre Bibliothèque

# Les livres sur la Guerre



*Notre  
Bibliothèque*

*Les livres  
sur la Guerre*





# Paroles de Travailleurs ...

## Connaissez-vous l'expression : «Ficelle, pas ficelle, on bottelle» ?

Réponse : A l'arrivée des botteleuses, lieuses, beaucoup d'employeurs d'ouvriers agricoles faisaient «des économies» sur la ficelle qui liait les bottes de foin ou de paille. Bien sûr le manque de ficelle ne permettait pas de garder des bottes homogènes, mais il fallait quand même faire le travail dans de mauvaises conditions.

Aujourd'hui, même si elle est peu employée, cette expression signifie : quels que soient les moyens, il faut arriver au but.

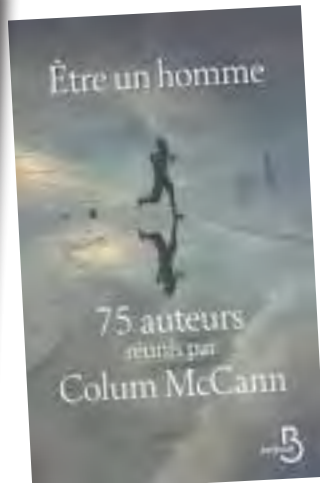
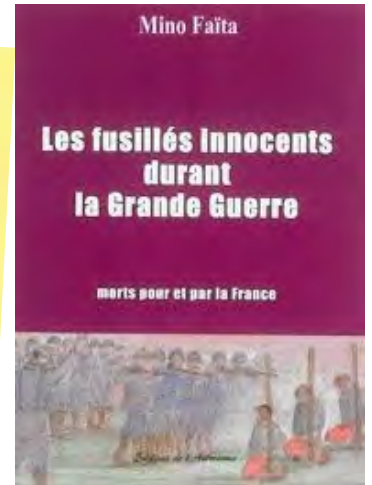
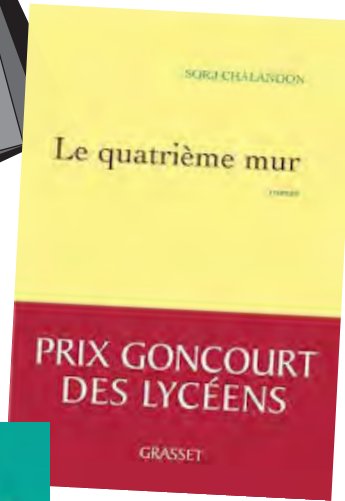
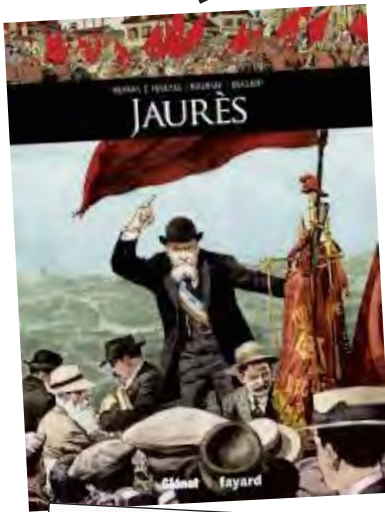
### Notre Bibliothèque

## Les Nouveautés



# Les Nouveautés

## Notre Bibliothèque



# On était pas bien payé, MAIS... On s'est bien marré !

Notre camarade Jean-Claude Bibloque repart à l'abordage après le Cargo à l'Ancre. C'est l'immersion dans les profondeurs. Jamais un auteur n'avait eu l'audace d'écrire les blagues entre collègues sur les lieux de travail, dans les différentes corporations.

Avec cet ouvrage, Jean Claude nous apporte une autre facette de la vie des travailleurs dans le monde des différents cargos.

Cet ouvrage est destiné à tous ceux qui ont vécu, travaillé et il leur rappellera de nombreux souvenirs, mais aussi à ceux qui imaginent que l'ambiance était morose, ennuyeuse.

De la première à la dernière page, cet ouvrage vous entraîne dans des histoires incroyables, parfois cocasses, torrides, surprenantes. Elles ont été de grands moments de rigolade sur les lieux de leur activité, à la maison lorsqu'elles étaient rapportées.

Elles font aussi partie du patrimoine au même titre que les murs, les produits, les grands patrons que l'on cherche toujours à valoriser.

Des souvenirs, beaucoup de sensibilité, d'humour..... à consommer avec modération.



Afin de sortir ce livre, nous lançons une souscription pour sa publication.

Si le nombre des exemplaires commander est suffisant, ce livre sortira à la fin du 1<sup>er</sup> trimestre 2015.

Merci de renvoyer ce bon de souscription avec votre règlement.

NOM : ..... PRENOM : .....

ADRESSE : .....

**COMMANDE** ..... exemplaires au prix de 16 € + 4 € pour participation aux frais d'envoi.

Bulletin à renvoyer à **Jean-Claude Bibloque - 1 rue Beau soleil  
74960 CRAN GEVRIER**

# COLLOQUE

**L'Institut CGT d'Histoire Sociale Rhône-Alpes  
organise le 15 octobre 2014 à Lyon  
mairie du 8<sup>ème</sup> arrondissement,  
un colloque  
sur le mouvement syndical et la guerre de 1914-1918.**

**Dans ce cadre une intervention de Mino Faïta  
est prévue sur le thème «Les fusillés pour l'exemple»,  
ainsi que d'autres interventions  
des IHS départementales de Rhône-Alpes.**



## ***Bibliothèque Guy BRASSOUD***

***Institut CGT d'Histoire Sociale de Haute-Savoie***

***29 rue de la Crête - 74960 Cran-Gevrier***

***Tél. 04 50 67 92 09***

***Pour emprunter des livres :***

***Vous devez vous acquitter d'une cotisation annuelle de 8 euros.***

***GRATUITÉ POUR LES ADHÉRENTS DE L'IHS***

***Vous pourrez alors emprunter 3 livres (dont 1 seule nouveauté) pour une durée de 4 semaines, si vous souhaitez prolonger la durée de votre prêt, merci de le signaler (par téléphone ou mail)***

***Vous pouvez consulter l'ensemble des livres disponibles à la bibliothèque sur notre site :***

***<http://www.ihs74.fr/>***

***Nous contacter : [ihs74@orange.fr](mailto:ihs74@orange.fr)***